Immigration : Le groupe de Visegrad dénonce “le chantage” européen

29/03/2017 à 10h47

Les chefs de gouvernement des pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) ont dénoncé mardi “le chantage” et “le diktat” européens à leur égard concernant la politique migratoire commune.

Réunis à Varsovie, les Premier ministres des quatre pays qui refusent les quotas obligatoires de répartition de immigrés entre les pays de l’UE, ont fermement manifesté leur désaccord à l’idée de lier la distribution des fonds européens à l’adhésion à la politique migratoire commune.

“L’idée de relier les fonds qui nous sont dus de la part de l’UE avec la politique migratoire est mauvaise. En tant que groupe de Visegrad, on ne peut pas se laisser intimider”, a tonné le chef du gouvernement hongrois Viktor Orban, lors d’une conférence de presse commune avec ses homologues tchèque Bohuslav Sobotka, slovaque Robert Fico et polonaise Beata Szydlo.

“Le groupe de Visegrad, Pologne comprise, n’acceptera jamais ce chantage, ni qu’on lui dicte des conditions. Nous disons clairement que la politique migratoire suivie jusqu’à présent par l’UE n’a pas fait ses preuves et il faut en tirer des leçons”, a insisté Mme Szydlo.

Orange